

Le différend sino-soviétique

par Pierre FRANK

UNE fois de plus, et de façon plus accusée que jamais, rebondit le différend sino-soviétique à la fois sur le plan des partis et sur le plan des Etats. Une fois de plus, qui ne mènera peut-être pas à la rupture ouverte ou de facto, mais qui ne sera certainement pas la dernière.

En remontant dans l'histoire de la crise internationale du stalinisme, on observe que ce différend prit forme quelque temps après la Conférence des Partis communistes tenue à Moscou, en 1957, à l'occasion du quarantième anniversaire d'Octobre, conférence qui permit à Khrouchtchev d'établir une ligne commune de la bureaucratie du mouvement communiste officiel qui avait été secouée par le XX^e Congrès, les événements de Pologne et de Hongrie, et par une crise au sommet du P.C.U.S. (élimination du « groupe anti-parti »).

Le différend sino-soviétique se manifesta d'abord discrètement, puis s'étala publiquement au cours de l'année 1960 et fut l'objet des débats de la « Conférence des 81 Partis communistes et ouvriers » tenue à Moscou en octobre-novembre 1960. L'accord conclu à cette conférence fut, comme nous l'avons qualifié à ce moment-là, un accord pour être en désaccord, car les questions politiques essentielles n'avaient pas été réglées ; les divergences devaient se manifester de manière plus discrète, sans polémique publique pendant une période. Comme nous l'avons dit à l'époque, ce ne pouvait être qu'un accord fragile, de courte durée. Au XXII^e Congrès, il fut rompu.

Sous une forme étrange, pervertie — les Soviétiques attaquent publiquement les Albanais quand ils veulent critiquer les Chinois ; ceux-ci dénonçant les Yougoslaves quand ils veulent critiquer les Soviétiques — forme qui trompe non seulement les bourgeois ou les réformistes, mais les militants communistes du rang, se trouve un contenu très ample où sont liées des divergences d'intérêts matériels, de perspectives internationales et d'idéologies, et qui fait que ce différend loin de pouvoir trouver une solution va s'envenimant, avec des rebondissements imprévus, à chaque tournant sérieux de la situation internationale.

Les causes fondamentales du différend

Rappelons brièvement ce qui est à la base de ce différend et les développements idéologiques qu'il avait atteints après le XXII^e Congrès. La direction soviétique représente une bureaucratie repue, à la tête d'un pays développé, qui n'a d'autre désir que la stabilisation mondiale pour pouvoir profiter davantage de ses privilèges dans la société soviétique : aussi recherche-t-elle un « accord global » avec le capitalisme mondial et voit-elle dans tout ce qui bouleverse trop fortement le *statu quo* un danger de pousser ce capitalisme mondial à une guerre qui deviendrait mondiale. La direction chinoise est à la tête d'une société encore immensément pauvre, pour qui l'aide soviétique est très insuffisante et risque de l'être même avec une volonté bien meilleure de Moscou, tandis que la menace impérialiste est toujours là, et pour les Chinois la perspective la plus réaliste c'est la victoire du mouvement révolu-

tionnaire des masses, en premier lieu des masses coloniales, c'est-à-dire l'abolition du *statu quo*.

Mais le différend ne se borne pas à cela. La direction Khrouchtchev fait face avant tout à la société soviétique qui non seulement aspire à la paix mais aussi à l'élimination du carcan bureaucratique, et à chaque difficulté Khrouchtchev se défend en rejetant la responsabilité de ce qui ne va pas sur Staline. La direction chinoise, aux prises avec des difficultés gigantesques, a peur que tout libéralisme encourage les forces centrifuges du pays et l'entraîne dans l'inconnu ; aussi, pour donner une autorité à ses méthodes bureaucratiques, elle invoque — si ce n'est elle-même, du moins c'est son allié albanais qui le fait abondamment — le nom de Staline.

Le différend n'est pas resté sur le plan de la politique internationale, il a atteint sur certains points le niveau d'un différend idéologique — avec une grande confusion de part et d'autre — et une rupture est entrée dans le domaine des possibilités. En tout cas, le gouvernement soviétique a recouru et recourt à des actes en matière de rapports entre les deux pays qui relèvent de la pression politique, et qui par conséquent sont gros de dangers.

L'affaire cubaine, le conflit sino-indien

Il était quasiment fatal que le différend rebondisse au moment où se produisaient deux événements gigantesques : l'affaire cubaine et le conflit sino-indien.

Dans l'affaire cubaine, des éléments importants restent ignorés et le resteront probablement, en premier lieu le pourquoi de la présence de fusées à Cuba. On ne peut, à moins d'être atteint de folie, reprocher à Khrouchtchev d'avoir reculé devant le déclenchement d'une guerre nucléaire. Mais la question ne se limite pas à cela. N'avait-on pas prévu à Moscou une telle réaction des Etats-Unis qui considèrent Cuba comme un danger mortel et qui ne pouvaient pas tolérer que son gouvernement révolutionnaire ait dans ses mains une arme aussi efficace pour sa défense ? Dans ce cas, le gouvernement soviétique avait commis une erreur grave dont l'impérialisme a tiré parti. D'autre part, Khrouchtchev a commis des fautes inadmissibles quand il a agi sans accord préalable avec Castro, sans renouveler solennellement l'engagement de défendre Cuba, et enfin en encourageant le monde entier et les masses travailleuses à croire dans la sincérité d'une promesse vague de Kennedy de ne pas attaquer Cuba. « Je crois que le président Kennedy tiendra sa parole », a déclaré Khrouchtchev à Moscou. C'est un propos qui trompe les masses du monde entier et désarme la vigilance qu'elles doivent avoir.

Dans le conflit sino-indien, le gouvernement soviétique, bien que lié à la Chine par une alliance formelle, a agi comme s'il était neutre, son attitude ne différait pas de celle de pays comme l'Indonésie, Ceylan ou la R.A.U. Dans ce conflit où la propagande contre la Chine a occupé une grande place dans le monde, il ne s'est pas du tout efforcé de faire connaître les arguments

des Chinois ni surtout le fait que l'initiative des opérations militaires récentes fut prise par le gouvernement indien à qui les Chinois ont montré qu'il avait fait des calculs très erronés sur la valeur de ses troupes (1). Et cette attitude « neutre » du gouvernement soviétique a constitué un encouragement à des courants plus « neutres » encore dans plusieurs Partis communistes, et, pis encore, à la ligne adoptée par la majorité de la direction du P.C. indien, une ligne de soutien à Nehru et à la bourgeoisie indienne contre l'Etat ouvrier chinois.

La discussion conserve une forme bureaucratique

Le rebondissement du différend sino-soviétique s'est manifesté dans des publications et dans les congrès des Partis communistes de Tchécoslovaquie, de Hongrie et surtout d'Italie. La forme de la discussion n'a guère progressé, même si la fiction des Albanais et des Yougoslaves commence à être abandonnée. Dans les Congrès, ce sont les directions seules qui parlent, les militants de base n'ont pas été appelés à se prononcer et on ne leur a d'ailleurs pas fourni les éléments pour cela.

Mais, pis encore, le fond est largement perverti. Les Chinois, en voulant à tout prix démolir les Yougoslaves (on n'en comprend pas très bien l'intérêt), ont affirmé une chose aussi extravagante que le prétendu rétablissement du système capitaliste en Yougoslavie (2). Par contre, Khrouchtchev et ceux qui le soutiennent ont exploité largement l'épouvantail stalinien et se sont ainsi attirés l'appui de larges couches de communistes, surtout dans les Etats ouvriers de l'Europe orientale et de l'Union Soviétique. Et, surtout, le principal problème, celui de la stratégie du mouvement ouvrier en face du monde capitaliste a été présentée en termes qui caricaturent les choses et qui ne permettent pas aux militants communistes de se faire une opinion en toute clarté.

Enfin, si nous pouvons comprendre que Castro, ayant fait savoir qu'il a des divergences avec le gouvernement soviétique n'éprouve pas, lui, le besoin de les discuter publiquement, on pourrait demander aux dirigeants des Partis communistes de ne pas montrer la même discrétion, de s'enquérir sur les positions des Cubains avant de soutenir 100% le gouvernement soviétique sur ce point. Mais peut-on demander à des domestiques de se conduire autrement que des larbins ?

La « coexistence pacifique »

En raison de leur confusion politique, les Chinois sont, malgré leur position plus progressive sur ce point, la « coexistence pacifique », tombés dans le piège des Khrouchtchéviens. La question dite de la « coexistence pacifique » apparaît trop souvent (et Khrouchtchev sur ce point reçoit un appui de la plus grande partie du monde capitaliste) comme s'il s'agissait d'une divergence entre ceux qui veulent la paix et ceux qui veulent faire la guerre, quoi qu'il arrive à l'humanité. Il est évident qu'en présentant ainsi la question, on sollicite

BOFFA NOVA ou la destalinisation New Look

Quand on a eu la vérole et que cela s'est su, deux attitudes extrêmes sont possibles : n'en point parler et interdire que l'on en parle ou bien clamer hautement qu'on a attrapé une vérole nécessaire, venue à son heure et que comme toute on en est assez fier.

Le P.C.F. a alternativement ces 2 attitudes quand il aborde la destalinisation : en général il se tait ou ne publie que des informations microscopiques. Et brusquement apparaît un article du correspondant à Moscou, de l'*Humanité* expliquant gravement que des méthodes autrefois nécessaires et bénéfiques sont maintenant périmees. Plus loin il énumère les dites méthodes : assassinats, emprisonnements, déportations collectives, terreur politique, etc.

Giuseppe Boffa, journaliste communiste italien n'a pas une attitude aussi tranchée. Les problèmes sont complexes, il ne faut pas s'emballer. Bien sûr vérole il y a eu, mais beaucoup plus tard qu'on ne l'affirme, sans gravité excessive et suivie d'une telle guérison !

L'ancien correspondant de l'*Unità* à Moscou avait déjà publié « Le Grand Tournant », tentative de justification du stalinisme première manière (jusqu'en 1934) et du khrouchtchévisme. Dans « les étapes de la révolution russe » il reprend quelques points qui paraissent lui tenir à cœur avec une ignorance, un amateurisme marxiste et une mauvaise foi étonnante.

Le plus clair des 90 pages est consacré à polémiquer avec l'opposition des années 1923-1929. De quelle façon ? C'est extrêmement simple. Staline était pour qu'on construise le socialisme en Russie même après l'échec des révolutions allemande et hongroise, d'où la théorie du « socialisme en un seul pays » élaborée par lui en 1924. Trotsky était contre. Donc Trotsky était pour qu'on abandonne la construction de la société socialiste en Russie vu la carence du prolétariat européen. Le lecteur non averti peut ainsi croire que la lutte se déroulait entre ceux qui voulaient à tout prix construire la société nouvelle et les capitulards, ceux qui n'avaient à proposer que leur « pessimisme » comme il l'affirme quel-

que part. Pourtant jamais Boffa ne cite une seule ligne des nombreux documents élaborés par l'opposition et en particulier il ne mentionne jamais la « Plate-forme de l'opposition de gauche » rédigée en 1927 où il est justement indiqué comment entreprendre la construction de la société socialiste sans l'aide immédiate d'une révolution européenne, mais en s'efforçant de la favoriser. Nombre d'idées et de mots d'ordre défendus dans ce texte seront repris plus tard par Staline, mais à sa façon, c'est-à-dire empiriquement, mal à propos, sans mesure (citons l'industrialisation selon un plan, la collectivisation des campagnes, la lutte contre les koulaks).

Il suffit de consulter ce texte édité par notre Parti, de parcourir le tome I des œuvres de Trotsky pour voir combien Boffa trompe le lecteur.

Lorsqu'il parle de la collectivisation des campagnes, des années de répression, c'est toujours le même bavardage superficiel, jamais de faits, jamais les positions des adversaires ne sont exposées, on parle par généralités : à propos de la collectivisation « les Soviétiques en défendent encore le contenu avec passion » (p. 59), qui ? les paysans ? les fonctionnaires du Parti ? les actrices ? Quels sont ces Soviétiques en général ? Plus loin, page 75, Boffa aborde les années 1934 : « C'était le parti sorti de la guerre civile... un parti qui s'était imposé de sérieuses limitations de démocratie interne... » Certains même s'étaient « imposés » le voyage en Sibérie, d'autres plus exigeants s'étaient « imposés » un feu de peloton.

Tout est de la même veine.

La valeur historique et théorique de cet écrit est nulle mais de même que twist et bossa nova, sans aucune valeur musicale ou chorégraphique traduisent les états d'âme et le niveau culturel d'une société, les nouvelles contorsions journalistiques de Boffa permettent d'apprécier où en est l'aile khrouchtchévienne du mouvement communiste en matière de destalinisation et d'explication de l'histoire.

L. COUTURIER.

(1) Nous ne pouvons, faute de place, reproduire la chronologie des événements, mais il est un fait incontestable que le conflit s'est déclenché dans ces derniers mois sur décision de Nehru. D'autre part, le gouvernement indien, a-t-on appris, avait depuis bientôt dix ans un accord semi-secret avec les Etats-Unis. Et il est de plus en plus clair que l'affaire est exploitée avant tout par ce gouvernement pour donner un coup de barre à droite et pour renforcer à cet effet le poids de son armée.

(2) Le bulletin édité par la fraction pro-chinoise du P.C.F. a plus ou moins tenté d'étayer une telle affirmation en disant que les Yougoslaves s'étaient vendus contre des « subsides ». La Yougoslavie n'est pas le seul Etat ouvrier qui ait reçu ou qui reçoit des prêts capitalistes (U.R.S.S., Pologne par exemple). Ce qui détermine la nature sociale d'un pays, ce sont ses rapports de production et non ses échanges avec les autres pays. Une revendication qui serait très utile à la Chine, c'est de pouvoir commercer librement avec le monde capitaliste et de pouvoir y disposer de crédits à long terme et des prêts.

Quand les éditeurs de ce bulletin déclarent par ailleurs que Staline ne se serait pas conduit envers Cuba comme Khrouchtchev l'a fait, nous devons leur conseiller de s'adresser à de nombreux communistes qui ont participé à la guerre d'Espagne, aux Yougoslaves au sujet des accords de Yalta, aux communistes grecs au sujet des guerilles des années d'après-guerre, et aussi aux communistes chinois qui pourraient leur dire comment il les a abandonnés au profit d'un accord avec Tchan Kai-Chek. La politique de *statu quo* du gouvernement soviétique aux dépens des mouvements révolutionnaires de masse a commencé avec Staline. S'il y a une différence entre hier et aujourd'hui, c'est que les conditions objectives ne permettent plus à Khrouchtchev de détruire des mouvements révolutionnaires comme Staline l'avait fait.

Enfin la politique de blocus envers l'Albanie qu'il faut condamner, on ne peut pas oublier qu'elle a eu un précédent, celui de Staline contre la Yougoslavie en 1948.